

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 16/12/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Perigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

VEOLIA PROPRETE POITOU-CHARENTES

ZAC de Belle Aire
12 rue de Galilée
17440 Aytré

Références : 0007202973/2025/622
Code AIOT : 0007202973

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement VEOLIA PROPRETE POITOU-CHARENTES implanté ZAC de Belle Aire 12 rue de Galilée 17440 Aytré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA PROPRETE POITOU-CHARENTES
- ZAC de Belle Aire 12 rue de Galilée 17440 Aytré
- Code AIOT : 0007202973
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Veolia Propreté exploite depuis 2001 un centre de tri et transfert de déchets industriels banals ainsi qu'une déchèterie professionnelle sur le territoire de la commune d'Aytré. Les prescriptions d'exploitation sont fixées par l'arrêté du 7 janvier 2009, actualisé par l'arrêté du 25 juin 2012.

Dans le but d'améliorer la gestion des différents flux de déchets sur le site, de répondre à de nouveaux marchés et limiter la co-activité (transit de déchets et déchèterie professionnelle), l'exploitant a réalisé en 2019 des travaux de réaménagement et une extension du site, ces modifications ont fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance du 7 décembre 2018 sur le réaménagement et l'extension du site.

L'inspection réalisée en 2025 portait sur la vérification de la bonne application du tri à la source des déchets (tri 6-8 flux) en application notamment des articles D.543-178 à D.543-287 du code de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Conjointe DGCCRF contrats et tri
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Traçabilité	Code de l'environnement, article R.541-48-4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Traçabilité	Code de l'environnement, article R.541-48-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement, article D.543-281	Sans objet
2	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement, article D.543-282	Sans objet
3	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement, article D.543-284	Sans objet
4	Tri 6-8 flux	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, Article 1	Sans objet
5	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement, article L.541-21-I	Sans objet
6	Traçabilité	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45	Sans objet
7	Traçabilité	Code de l'environnement, article R.541-43	Sans objet
8	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 1er	Sans objet
9	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, Article 2	Sans objet
12	Information	Arrêté Ministériel du 06/06/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	préalable à l'admission des déchets en centre de tri	Annexe I, 3.3	
13	Procédure d'admission des déchets dans le centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, 3.4	Sans objet
14	Entreposage des déchets dans le centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, 3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas constaté de dérive majeure lors de l'inspection, qui pourrait donner lieu à des suites administratives à ce stade. Néanmoins des actions correctives sont attendues, notamment pas la transmission de justificatifs. Les points sont détaillés dans le rapport ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D.543-281
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tri à la source
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.</p> <p>Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement réceptionne des déchets non dangereux provenant de plusieurs sources : apports volontaires d'artisans et de professionnels sur site, déchetteries (flux « écomobilier » conditionnés en bennes dédiées), collectes organisées par Veolia auprès des professionnels du secteur géographique concerné.</p> <p>Les déchets, à l'exception des bennes « écomobilier » issues des déchetteries, arrivent majoritairement en mélange et se composent principalement de papiers/cartons, plastiques, métaux, bois, déchets de plâtre et fractions minérales de déchets du BTP (construction et démolition).</p>

Les déchets apportés par les artisans et professionnels sont soit pré-triés par les producteurs, soit réceptionnés en mélange. Dans ce dernier cas, les clients s'acquittent d'une taxe spécifique "mélange" auprès de Veolia, couvrant les coûts du tri ultérieur réalisé par l'exploitant.

Le tri des déchets en mélange s'effectue dans une zone couverte, à l'aide de moyens mécanisés.

Les zones de tri font l'objet d'une signalétique claire et représentative par cellule. Chaque cellule de tri est numérotée et identifiée sur un plan synthétique affiché à l'accueil reprenant l'ensemble des zones.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-282

Thème(s) : Actions nationales 2025, Valorisation

Prescription contrôlée :

Les producteurs et détenteurs de déchets :

- soit procèdent eux-mêmes à la valorisation de ces déchets ;
- soit cèdent ces déchets à l'exploitant d'une installation de valorisation ;
- soit cèdent ces déchets à un intermédiaire assurant une activité de collecte, de transport, de négoce ou de courtage de déchets mentionnée aux articles R. 541-50 et R. 541-54-1 en vue de leur valorisation.

Constats :

Les registres des trois dernières années (2023 à 2025) ont été transmis à l'inspection.

Pour la part en mélange, l'exploitant effectue un tri in situ pour permettre d'orienter les déchets vers les filières adaptées, avec la répartition globale suivante :

- Élimination : 37 % du flux total (en réduction de 8 % entre 2023 et 2025) ;
- Recyclage : 50% du flux total (en progression de 8 % entre 2023 et 2024, stable en 2025) ;
- Valorisation énergétique : 13 %, sans variation significative sur la période.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-284

Thème(s) : Actions nationales 2025, Attestations de valorisation

Prescription contrôlée :

Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.

Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs

destinations de valorisation finale.
Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.
Constats : En application de l'arrêté du 21 décembre 2021 relatif à l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement, producteurs et détenteurs de déchets, prestataires de collecte et de traitement de déchets doivent établir une attestation de tri à la source et de collecte séparée, apportant aux producteurs de déchets la certitude que leurs déchets de papier/carton, métal, plastique, verre, textiles, bois, fractions minérales et plâtre devant faire l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation ont bien été valorisés. Cette attestation participe également à la justification du respect de leurs obligations de tri de ces déchets devant les autorités de contrôle. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis une cartographie des exutoires par flux pour 2024 ainsi que quelques attestations de prise en charge pour valorisation ou par intermédiaire des déchets traités en 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article Article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Attestations de valorisation
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023, l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement, portant sur les quantités de déchets collectés et traités l'année précédente, est délivrée suivant le modèle figurant en annexe I-A du présent arrêté. Ce modèle d'attestation peut être intégré dans tout document sous réserve que les informations et leur agencement qu'il prévoit ne soient pas modifiés.
Constats : Quelques attestations sont vérifiées de manière aléatoire. Les documents contrôlés sont conformes au modèle figurant en annexe I-A de l'arrêté du 21 décembre 2021 relatif à l'attestation mentionnée à l'article D.543-284 du code de l'environnement. A compter du 1er janvier 2026, l'utilisation du nouveau modèle d'attestation (annexe I-B du même arrêté) deviendra obligatoire. Une mise à jour des procédures internes devra donc être anticipée afin d'assurer la conformité des documents émis postérieurement à cette date.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article L.541-21-I
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mélange de déchets triés
Prescription contrôlée : I.-Les déchets collectés séparément afin de faire l'objet d'une opération de préparation en vue de

la réutilisation, de recyclage ou d'autres opérations de valorisation ne sont pas mélangés avec d'autres déchets ou matériaux ayant des propriétés différentes.
Constats : Les déchets collectés séparément sont stockés dans des alvéoles distinctes et dédiées, sans mélange avec d'autres catégories. L'inspection n'a pas constaté de mélange de déchets qui avaient préalablement été triés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2025, Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'établissement dispose d'un compte sur Trackdéchets Le SIRET a été contrôlé, ainsi que la traçabilité établie depuis la fiche établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-43
Thème(s) : Actions nationales 2025, Registre chronologique
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : Présence d'un registre chronologique interne des déchets (déchets dangereux via Trackdéchets, déchets non dangereux via un logiciel interne).

Les registres 2023 à 2025 sont transmis à l'inspection (déchets non dangereux).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 1er

Thème(s) : Actions nationales 2025, contenu du registre chronologie des déchets entrants

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Pour ce qui concerne les déchets entrants, les données extraites du registre de l'exploitant permettent de retrouver l'ensemble des données attendues par l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres en application des articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, contenu du registre chronologie des déchets sortants

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

<ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats :</p> <p>Pour ce qui concerne les déchets sortants, les données extraites du registre de l'exploitant permettent de retrouver l'ensemble des données attendues par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres en application des articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Attestation sur l'honneur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.</p> <p>A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés</p>

<p>comprenant :</p> <p>1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les attestations requises par l'article R.541-48-4 du code de l'environnement, pour les déchets non dangereux envoyés en installation de stockage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour les déchets non dangereux en mélange envoyés en installations de stockage, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les attestations justifiant du respect de ses obligations de tri des déchets, pour les années 2024 et 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Traçabilité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-48-3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Rapport annuel de caractérisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports de caractérisation requis par l'article R.541-48-3 du code de l'environnement, pour les déchets non dangereux envoyés en installation de stockage.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Pour les déchets non dangereux en mélange envoyés en installations de stockage en 2024 et 2025, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les rapports annuels de caractérisation réalisés préalablement à l'enfouissement dans chacune des ISDND liées contractuellement avec l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Information préalable à l'admission des déchets en centre de tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation.
<p>Constats :</p> <p>A titre d'exemple, l'exploitant présente une fiche de caractérisation des déchets en provenance de Carrefour Angoulins en date du 25/03/2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Procédure d'admission des déchets dans le centre de tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.4
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement
Prescription contrôlée : 3.4 Procédure d'admission a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 3.3 ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. [...] d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquant, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.
Constats : L'exploitant a transmis une procédure de contrôle des déchets réceptionnés. Celle-ci mentionne notamment le contrôle à l'arrivée de la présence des FIPAD (fiche d'identification préalable à l'admission des déchets) ainsi que l'ensemble des points pré-cités.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Entreposage des déchets dans le centre de tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement
Prescription contrôlée : 3.5 Entreposage des produits et déchets Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).
Constats :

cf point n°1

Type de suites proposées : Sans suite